

## ST34. Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ?

Antoine JARDIN  
Science Po Paris  
Centre d'Etudes Européennes  
[antoine.jardin@sciences-po.org](mailto:antoine.jardin@sciences-po.org)

### **Ségrégation socio-spatiale et inégalités de participation électorale dans les banlieues françaises, l'exemple de Clichy-sous-Bois.**

*Depuis les émeutes urbaines de l'automne 2005, de nombreux travaux ont mis en évidence l'importance des inégalités de participation électorale marquées par une forte abstention dans les quartiers populaires. Ces recherches mobilisent d'importants travaux ethnographiques, mais aussi les bases de données de l'INSEE. Nous tenterons d'articuler ici les modèles sociologiques d'explication de la participation électorale et dynamiques de ségrégation socio-spatiale en incluant les résultats récents de la recherche en sociologie urbaine. Cette étude portera sur la commune de Clichy-sous-Bois à la fois caractérisée par d'importants indices de ségrégation et de fortes inégalités de participation électorale. Nous utiliserons des données d'enquête géolocalisées à l'échelle des IRIS (sondage post électoral réalisé après les élections municipales de 2008), les données agrégées des résultats électoraux à l'échelle des bureaux de vote, ainsi que les données de recensement de l'INSEE. Nous mettrons en évidence la portée de cette analyse croisée tout en prenant en compte les difficultés méthodologiques relatives aux différents découpages géographiques. Nous verrons ainsi comment les variations de participation électorale peuvent s'expliquer par une évolution sociologique de ces quartiers, en contrôlant les variations liées à la conjoncture politique via une analyse multiniveaux. À partir de ces résultats, nous démontrerons l'importance de la dimension spatiale révélée par les relations entre inégalités sociales, ségrégation socio-spatiale et comportement politique.*

#### **Introduction : Les enjeux de la contextualisation des variables lourdes dans les modèles explicatifs de la participation électorale.**

Au cours des années 2000, les travaux de la sociologie électorale internationale ont notamment été marqués par le développement de deux axes de recherches transversaux. Le premier porte sur la relation entre démocratie et inégalités. Suite à la publication, en 2004, du rapport de la task force de l'APSA « Inequality and American democracy », de nombreux débats ont eu lieu, portant sur la définition normative de la démocratie, sur l'évaluation du lien entre accroissement des inégalités sociales et inégalités de participation électorale, et sur les politiques publiques susceptibles d'influencer ces relations pour parvenir à une démocratie plus complète<sup>1</sup>.

Le second axe de recherche porte sur le renouvellement des analyses écologiques du vote, marqué par l'émergence des analyses contextuelles, issues des recherches britanniques<sup>2</sup> et basée sur les outils statistiques issus de la sociologie de l'éducation (au premier rang desquels

---

<sup>1</sup> Ces travaux ont notamment mobilisé Robert Putnam, Arendt Lijparth, Mark Franklin, Larry Bartels, Erik Ohlin Wright, Archon Funk, Pippa Norris, Colin Crouch, Alessandro Pizzorno et Sidney Verba.

<sup>2</sup> Andersen, R. and Heath, A. Class Matters: The Persisting Effects of Contextual Social Class on Individual Voting Behaviour in Britain, 1964-97', European Sociological Review.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

l'utilisation des modèles de régression multiniveaux<sup>3</sup>). Ces outils permettent en effet de combiner les facteurs individuels et les facteurs environnementaux. Dans les meilleures configurations, ils permettent ainsi d'éviter les deux importants écueils de la recherche que sont d'une part la fallacie écologique, d'autre part la tentation de modélisation extrayant les individus de leur contexte social, en contradiction avec les résultats de la recherche ethnographique. Dans la lignée des travaux d'Alan Zuckerman<sup>4</sup>, un regain d'intérêt pour les logiques sociales du politique nous invite à réinvestir de façon cumulative et critique les apports respectifs de l'école de Columbia et de l'analyse écologique du vote. Dans le cas français, les émeutes de l'automne 2005 ont été l'occasion d'un nouvel intérêt pour les questions urbaines, et notamment l'étude des quartiers marginalisés des banlieues des grandes métropoles. Aux recherches sociologiques et politiques existantes (Beaud et Pialoux 2005, Haegel, Rey et Sintomer 2000, Rey 1996) se sont ajoutés multiples travaux. Une partie d'entre eux porte sur l'identification de nouvelles variables sociologiques susceptibles de venir concurrencer et compléter les anciennes « variables lourdes » dans les modèles sociologiques du vote. Ainsi les recherches sur les effets de l'origine nationale ou ethnique des individus se sont développées, de même que l'attention portée aux effets sur la sphère politique du développement de l'Islam en France (Brouard et Tiberj 2006, Tiberj 2008). Une autre s'est penchée sur des configurations locales des comportements politiques dans des contextes urbains marginalisés.

La dimension politique traverse souvent les travaux des sociologues (même si la dimension proprement électorale reste souvent marginale), tandis que les politistes se sont portés sur les terrains de recherches des sociologues. (Braconnier 2010, Braconnier et Dormagen 2006 2007 2010, Hamidi 2010, Vornetti, Fauvelle Aymar et François 2009 mais aussi Mauger 2006, Wacquant 2007 et Garbaye 2011).

Ces travaux font suite à une période où l'on avait insisté sur la critique du diagnostic d'une crise de la démocratie, reformulée par les résultats de l'enquête « démocratie 2000 » mettant en évidence la réalité d'une crise de la représentation, marquée à la fois par la hausse du score électoral de l'extrême droite et par une défiance importante, quoique couplée à un attachement de principe, envers les valeurs et aux procédures démocratiques. En revanche, le développement croissant des pratiques contestataires tend à souligner l'émergence d'une démocratie plus activement vigilante, déployant, hors des séquences électorales, ses ressources par l'intermédiaire de la constitution de groupes d'intérêts (Grossman<sup>5</sup>, Rosanvallon<sup>6</sup>). En s'inscrivant dans ces évolutions contemporaines, ce travail propose quelques éléments de réponse à l'une des questions soulevées par « La démocratie de l'abstention » : La ségrégation socio-spatiale se double-t-elle d'une ségrégation électorale ? Cette ségrégation électorale est-elle spécifiquement le produit d'un effet de quartier ?

Pour répondre à ces questions il nous faut d'abord préciser que nous cherchons à mettre en évidence l'existence d'inégalités de participation électorale spatialement structurées, mais plus encore, qu'il existe un effet spécifique de l'appartenance spatiale à certains quartiers sur l'inscription et la participation électorale. Autrement dit, nous souhaitons identifier la part des

---

<sup>3</sup> K. Jones; R. J. Johnston; C. J. Pattie. People, Places and Regions: Exploring the Use of Multi-Level Modelling in the Analysis of Electoral Data. *British Journal of Political Science*, Vol. 22, No. 3. (Jul., 1992), pp. 343-380

<sup>4</sup> Alan Zuckerman. *The Social Logic of Politics. Personal Network as Contexts for Political Behavior*. Temple University Press, 2005.

<sup>5</sup> Emiliano Grossman. Les groupes d'intérêts au secours de la démocratie ? in *Revue Française de Sciences Politiques*. Vol 56 n° 2, p. 299-321

<sup>6</sup> Pierre Rosanvallon. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Seuil, 2008.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

inégalités territoriales de participation qui découle « simplement » de la composition sociologique spécifique des espaces étudiés, et distinguer l'effet propre du quartier. Cette hypothèse permet de réintroduire, dans le cadre des modèles sociologiques du vote, la dimension géographique et spatiale. Elle propose ainsi de combiner les approches géographiques et sociologiques au service d'une sociologie électorale s'appuyant à la fois sur les variables lourdes traditionnelles telles que la classe sociale et la religion, sur les variables sociodémographiques nouvelles, telles que l'ascendance étrangère, mais prenant aussi en compte la structuration spatiale de ces variables trop peu souvent interrogées.

Dans ce cadre, la ségrégation n'est pas un facteur explicatif parmi d'autres. Elle constitue au contraire le creuset spécifique de la relation entre l'ensemble des variables sociologiques usuelles et permettant de comprendre la production de contextes locaux particuliers basées sur des configurations toujours originales des effets de la classe, de l'origine nationale ou ethnique, de la religion, du diplôme, de l'âge ou encore du genre. Ce modèle a notamment été mobilisé dans des travaux récents de sociologie urbaine<sup>7</sup>. Il s'agit de tenter de la décliner dans le domaine de la sociologie électorale.

La définition des « nouvelles variables sociologiques » fait souvent l'objet d'une confusion importante pouvant avoir des conséquences très significatives, tant sur traitement des données que sur l'interprétation des résultats et la conceptualisation qui en découle. Les effets de l'origine nationale, ethnique, de la couleur de peau, de la religion sont souvent mobilisés de façon peu rigoureuse et parfois même alternativement comme si elles étaient interchangeables. Hélas, ces confusions s'introduisent jusque dans les indicateurs statistiques officiels (c'est notamment le cas des données britanniques qui mélangent en permanence nomenclature ethnique et nomenclature nationale dans la qualification des individus). Par exemple l'ethnicisation du rapport à la catégorie « Français » ne saurait correspondre à une ethnicisation du rapport avec les « blancs » pouvant à la fois inclure des « Portugais » (le plus souvent de nationalité française) ou encore des « Roumains », récemment installés en banlieue. De même, les distinctions nationales entre les français d'origine maghrébine (Marocains, Algériens, Tunisiens) prennent souvent le pas sur les définitions ethniques (arabe, kabyle ou berbère).

Le rapport à l'ethnicité est d'autant plus difficile à établir qu'il se base sur un mélange plus ou moins cohérent de références nationales, religieuses et phénotypiques. Les immigrés d'origine subsaharienne peuvent-ils tous être considérés comme un groupe « noir » pertinent pour l'analyse sociologique alors même que les musulmans sont fréquemment distingués des chrétiens et des animistes ? Ces difficultés sont un enjeu de taille pour la sociologie politique et invitent à ne pas remobiliser les catégories administratives ou médiatiques pour décrire une diversité très importante de situations. Ce thème même de diversité porte implicitement des divisions peu rigoureuses entre d'un côté une population majoritaire, présentée comme homogène (de Français souvent blancs et catholiques) et une myriade de minorités hétéroclites réunies occasionnellement à des fins de contraste.

Sur cette base, on partira de la structuration spatiale des inégalités pour affiner l'articulation du lien entre ségrégation socio-spatiale et participation électorale. De nombreux travaux sur les quartiers dégradés, en France comme ailleurs, tendent à mettre l'accent sur l'existence

---

<sup>7</sup> Marco Oberti et Hugues Lagrange (dir). Emeutes urbaines et protestations, une singularité française. Presses de Sciences Po, 2006.

Marco Oberti. The French Republican Model of Integration : The Theory of Cohesion and the Practice of Exclusion. Observatoire Sociologique du Changement. Notes et Documents n°2007-2, Juin 2007.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

d'une mobilisation politique non électorale et non institutionnelle (Le Texier<sup>8</sup>, Merklen<sup>9</sup>). Mais le vote reste l'un des comportements politiques le plus largement répandu. Il touche toujours davantage d'individus que les formes protestataires, y compris en milieu populaire. Aussi, il nous semble dommageable de se détourner de l'étude du vote dans les quartiers populaires marqués par l'abstention. Après tout, dire qu'il y a du politique non électorale ne serait pas nécessairement un résultat de nature à remettre en cause le diagnostic général d'une double ségrégation sociale et politique.

Notre approche s'effectuera au niveau méso, prenant en compte l'ensemble de la commune de Clichy-sous-Bois. L'objectif est ici de travailler à un niveau intermédiaire, s'intercalant avec les études électorales nationales basées sur de grandes enquêtes par sondages et les études ethnographiques locales. L'objectif est de parvenir à développer une convergence entre les différentes échelles d'analyse permettant de faciliter une montée en généralité en reliant les modèles issus des analyses globales et locales.

La sélection du terrain s'est effectuée sur la base des travaux effectués par Edmond Préteceille.<sup>10</sup> Les critères mis en avant par la typologie développée par l'auteur pour l'ensemble de l'Ile de France permettent d'affiner les classements sociodémographiques fréquents. Loin de se contenter d'une cartographie basée sur les PCS, cette classification permet de distinguer notamment les effets des trajectoires professionnelles, du type de position et du statut dans l'emploi. L'auteur parvient ainsi à une distinction en types socioprofessionnels dégageant trois catégories différentes d'IRIS ouvriers. La commune de Clichy-sous-Bois concentre dans un espace très restreint ces types les plus dégradés mais aussi des espaces qualifiés de « moyen mélangé ».<sup>11</sup>

Le choix de ce terrain doit permettre de tester l'hypothèse d'un effet important d'un glissement de l'identité des classes populaires de leur position économique vers l'appartenance du quartier. Il semble en effet que l'affiliation ethno-raciale, lorsqu'elle existe, ne s'étende que rarement au monde social dans son ensemble, et s'appuie davantage sur des représentations basées sur l'appartenance au groupe local (Lapeyronnie, 2008). Nous nous appuyons sur l'importance de la socialisation politique produite par groupes de pairs et du contrôle social qui en découle. Si il a souvent été présenté comme un facteur d'éloignement de la participation électorale (Braconnier et Dormagen, 2006), il peut également agir sur l'orientation du vote (Braconnier et Dormagen, 2010<sup>12</sup>) voir même favoriser la mobilisation lorsque l'enjeu électorale est considéré comme particulièrement important puisque porteur d'une menace ou d'une conflictualité structurée de longue date (c'est notamment le cas du

---

<sup>8</sup> Emmanuelle Le Texier. Quand les exclus font de la politique.... Le barrio mexicain de San Diego, Californie. Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

<sup>9</sup> Denis Merklen. Quartiers populaires, quartiers politiques. La dispute, 2009.

<sup>10</sup> Edmond Préteceille. La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99. Rapport de recherche. 2003. Voir également du même auteur La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité. Sociétés contemporaines, 2006/2 n° 62 p. 69-93.

La ségrégation ethno-raciale dans la métropole parisienne. Revue Française de Sociologie. Vol 50, n° 3, p. 489-519.

<sup>11</sup> Rappelons que l'une des principales conclusions de ce rapport est de mettre l'accent sur l'existence d'un phénomène de polarisation sociale de l'espace urbain qui ne saurait être qualifié comme une dualisation. La majorité des IRIS sont de type « moyen mélangé » et les indices de ségrégation se trouvent d'abord dans les quartiers très aisés inscrits dans des logiques de sécession.

<sup>12</sup> Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen. Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? Revue Française de Sciences Politiques. 2010/4 vol. 60 p.663-689.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

rapport à Nicolas Sarkozy, personnalité politique connue y compris par les moins politisés et sur laquelle nombre d'enquêtés formulent un jugement lorsqu'on leur en offre la possibilité<sup>13</sup>.)

A cela s'ajoute la complexité de la prise en compte de la relation entre ségrégation et inégalités. Il est souvent tentant de considérer qu'une forte ségrégation est associée à de fortes inégalités. Mais les choses peuvent être plus complexes, les frontières entre les espaces et les individus, notamment lorsqu'elles sont structurées par des identités ethno-raciales, peuvent être fortement étanches, même lorsque les niveaux d'inégalité socioéconomique entre les groupes sont faibles. A contrario, une ville peut être fortement inégalitaire sans être marquée par une importante structuration territoriale de ces différences. C'est notamment le cas des inégalités de genres qui sont rarement associées à une ségrégation spatiale.

Il nous faut donc prendre en compte l'intensité relative des deux processus pour qualifier les différentes configurations locales, en tenant compte du contexte environnant et des marges qui délimitent le rapport des quartiers populaires avec le reste de l'agglomération à laquelle ils appartiennent. Il convient alors de garder à l'esprit les différences qui peuvent exister entre les facteurs structurant les inégalités et ceux structurant les phénomènes de ségrégation. Pour le dire de façon synthétique, les dynamiques qui produisent les inégalités sociales ne sont pas nécessairement les mêmes que celles qui produisent une ségrégation des groupes ethno-raciaux dans la société. L'attention à l'articulation entre ces deux logiques doit être particulièrement forte lorsque l'on assiste à la production réciproque de ces deux dimensions : la ségrégation renforce les inégalités et les inégalités renforcent en retour la ségrégation<sup>14</sup>.

Enfin, les variations des niveaux d'inscription et de participation électorale observées au court du temps sont-elles la conséquence de fluctuations contextuelles observables à des niveaux plus élevé (national et régional) ? Nous tenterons de déterminer s'il est possible d'identifier des dynamiques de mobilisation au niveau locale qui se distinguent des tendances globales, ou si les variations observées dans les quartiers populaires ne sont que le point le plus visible d'une tendance plus générale.

### *Problématique et hypothèses*

Existe-t-il des inégalités nettes d'inscription et de participation électorale durant la période 2004 - 2008, marquée par une forte remobilisation des quartiers populaires, dans un contexte de très forte intensité électorale ?

Si oui, ces inégalités sont-elles uniquement la conséquence de la composition sociologique de ces quartiers, où le résultat d'une configuration sociale spécifique produite par la ségrégation socio-spatiale des groupes ? Nous pensons que c'est le cas. En soutenant cette hypothèse nous remettons en cause les résultats dégagés sur l'étude des élections municipales de 2001 à

---

<sup>13</sup> Nous avons proposé aux enquêtés d'attribuer une note allant de 0 à 10 à une série de personnalités politiques. 25 personnes sur 551 ne se prononcent pas lorsqu'elles sont interrogées sur Nicolas Sarkozy, 28 personnes à propos de Ségolène Royal, 97 personnes à propos d'Olivier Besancenot et 171 personnes au sujet de Brice Hortefeux (à l'époque Ministre de l'immigration et de l'identité nationale).

<sup>14</sup> Ce modèle d'analyse est notamment abondamment développé dans les travaux de la sociologie urbaine américaine. Douglas Massey et Nancy Denton, *American Apartheid : Segregation and the Making of the Underclass*. Harvard University Press, 1993. Il est abordé avec un autre modèle de stratification sociale recusant la notion d'underclass dans les travaux de William Julius Wilson.

William Julius Wilson, Richard P. Taub. *There Goes the Neighborhood : Racial, Ethnic and Class Tensions in Four Chicago Neighborhoods and their meaning for America*. Vintage Books, 2006.

William Julius Wilson. *More Than Just Race*. Norton, 2009.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

l'échelle de l'ensemble des ZUS du pays par Jean Louis Pan Ké Shon.<sup>15</sup> Il semble en effet que les résultats observés à l'époque soient peu nets, et restent marqués par la forte hétérogénéité nationale des ZUS mêlant des configurations de forte et de faible ségrégation socio-spatiale. Nous ne considérons donc pas qu'un effet spécifique du quartier existe toujours et partout mais qu'il apparait dans les contextes de forte ségrégation.

Pour répondre à ces questions nous examinons d'abord quelles sont les tendances de l'inscription et de la participation à Clichy-sous-Bois sur la période 2004-2008. Nous montrerons ensuite comment il est possible de parvenir à une prise en compte du contexte local au moyen de la réalisation d'une enquête de sondage post-électorale géolocalisée à l'échelle des IRIS2000. Nous illustrerons l'importance des inégalités de participation électorale entre les quartiers, avant de procéder à une modélisation de ces phénomènes pour tenter d'isoler l'effet spécifique de la ségrégation après avoir contrôlé l'effet des principales variables lourdes (classe sociale, religion, âge) et des « nouvelles variables sociologiques » (ascendance étrangère). Il n'est pas possible de mesurer de façon convaincante un critère d'appartenance ethno-raciale, et il ne nous paraît pas possible de dériver de façon satisfaisante une telle grille d'analyse à partir des proxys que sont les trajectoires migratoires ou la religion (si telle était le cas, cela reviendrait à admettre la non pertinence de cette dimension puisqu'elle serait réductible à d'autres facteurs déjà mesurables).

### *Terrain et données mobilisées*

Nous travaillons ici sur le cas de la commune de Clichy-sous-Bois qui possède plusieurs caractéristiques. Tout d'abord la ville est connue comme étant le lieu de départ des émeutes de l'automne 2005. De plus il s'agit d'une commune fortement ségréguée, marquée par des indicateurs de pauvreté particulièrement importants, y compris par rapport aux autres communes de Seine Saint Denis. La ville est traversée par une ZUS où vivent 75 % des habitants en 2006 (soit 22 174 personnes sur les 29 412 que compte la commune au total à cette date).

De plus les inégalités entre la ZUS et le reste de la commune sont importantes, témoignant d'une forte ségrégation socio-spatiale<sup>16</sup>.

On remarque l'intensité des difficultés économiques et sociales de la commune toute entière, dont les indicateurs sont proches des niveaux moyens relevés pour l'ensemble des ZUS de la Seine Saint Denis, département lui-même particulièrement mal positionné au niveau national.

Les traits marquants de ces handicaps socioculturels sont l'importance du chômage, d'une population jeune, non diplômée. A cela s'ajoute l'importance d'une population étrangère ne pouvant participer de droit au processus électoral.

<b>Indicateur socio-démographique</b>	<b>ZUS Clichy-sous-Bois</b>	<b>ZUS du département</b>	<b>Clichy-sous-Bois</b>
---------------------------------------	-----------------------------	---------------------------	-------------------------

---

<sup>15</sup> Jean Louis Pan Ké Shon, Determinant of Electoral Non Registration and Sensitive Neighborhoods in France. INED Populations vol. 59 2004/1. P. 143 à 156.

<sup>16</sup> Les données du recensement de 2006 ne sont pas encore disponibles sous forme de tableaux à l'échelle des IRIS. En revanche leur projection géographique est consultable directement sur le site du SIG-Ville. <http://sig.ville.gouv.fr>

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Chômage (1999)	27,90%	23,20%	23,50%
Non-diplômés (1999)	40,30%	33,30%	32,80%
Moins de 25 ans (1999)	48,90%	41,80%	45,70%
Etrangers (1999)	39,00%	25,80%	33,00%
Familles monoparentales (1999)	16,90%	22,70%	15,50%
Locatifs HLM (1999)	37,70%	65,10%	30,20%
Ménages non-imposés sur revenus (2004)	61,00%	53,10%	55,00%

Sources INSEE RP 1999/DGI 2004 (données fiscales). Secrétariat Général CIV – SIG Ville

Une image globale des disparités de revenus permet de mesurer la singularité de la ville, elle-même très défavorisée mais située dans une partie de la Seine Saint Denis qui ne partage pas ces caractéristiques.

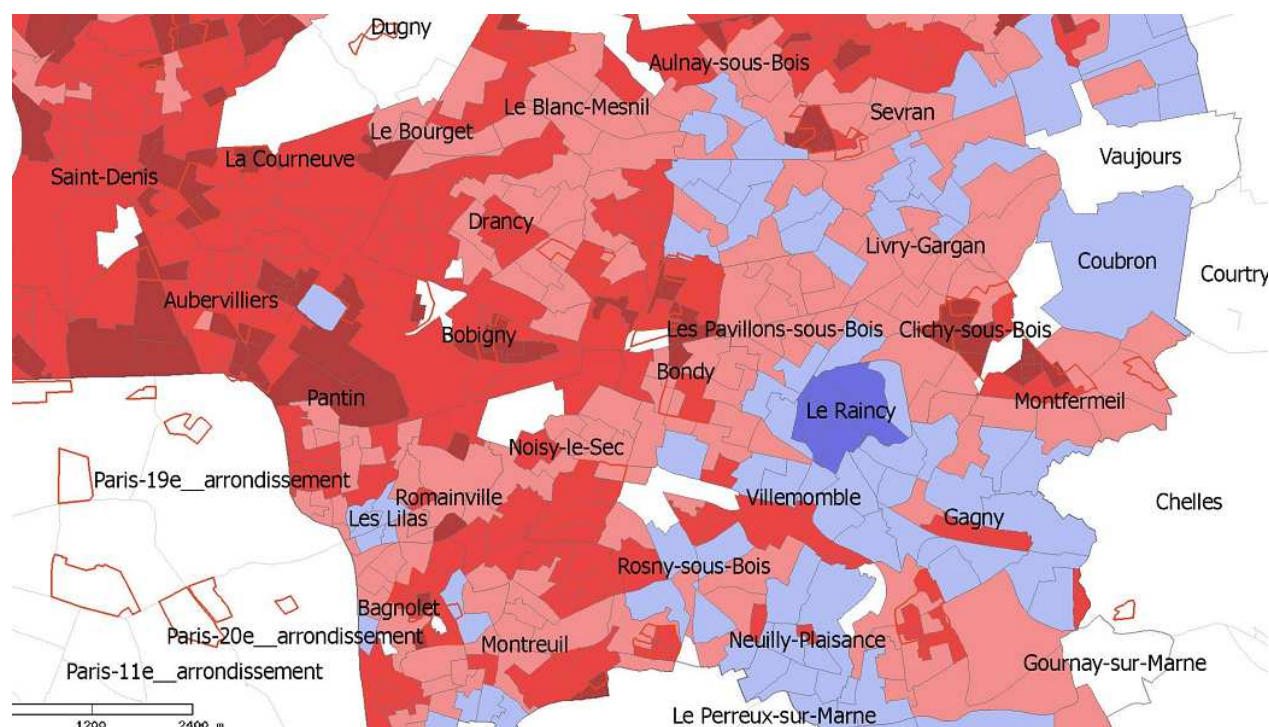









Figure 1 : Revenu fiscal médian de l'Iris rapporté à celui de l'unité urbaine de Paris en 2006. Cartographie SIG – Ville. Lecture : Rapport des revenus médians (nombre d'Iris dans le département avec cette caractéristique)

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

	moins de 50 % (80)
	de 50 à 75 % (236)
	de 75 à 100 % (174)
	de 100 à 125 % (87)
	de 125 à 150 % (5)
	Plus de 150 % (0)
	non renseigné (0)

Du point de vue des caractéristiques socio démographiques du quartier, la ZUS de Clichy-sous-bois semble relativement proche de la cité des Cosmonautes. En revanche, si l'on prend en compte l'environnement urbain dans lequel s'inscrivent ces quartiers, leur rapport à la ségrégation est différent. L'homogénéité économique et sociale de l'est de la Seine-Saint-Denis en fait un territoire à la fois plus dégradé économiquement mais dans lequel les ZUS sont relativement moins nettement ségréguées. Cette structuration spatiale des inégalités se retrouve pour l'ensemble des indicateurs socioéconomiques relevés par l'INSEE : ombre d'habitants de plus de 15 ans ne suivant pas d'études et étant sans diplôme, nombre de personnes de nationalité étrangère, importance des familles monoparentales ou nombreuses, bénéficiaires de la CMU, etc. Nous utilisons le critère du revenu dans la mesure où les données sont récentes (2006) et présentent l'avantage d'indiquer une position relative de chacun des IRIS à la situation générale de l'unité urbaine de Paris. L'intégration du terrain étudié dans la métropole environnante reste donc présente à l'esprit et permet d'élargir le cadre de référence de la mesure des inégalités. Si les IRIS des communes alentours (Villemombre, Gagny, Coubron, et Livry Gargan) se situent pour l'essentiel au même niveau voir au-delà du revenu médiant de l'Unité Urbaine, les IRIS du centre de Clichy-sous-Bois (et de la commune de Montfermeil) n'atteignent jamais les 75 % de ce revenu et le plus souvent pas même les 50 %. Un tel niveau d'inégalités économiques concentrées en l'espace de quelques kilomètres permet d'avoir une idée de l'intensité des différences de niveau de vie entre les espaces étudiés.

De plus, ces inégalités territoriales au niveau local sont renforcées par l'effet de la structuration urbaine du bâti. Les immeubles composant les cités de la commune délimitent de façon presque exclusive l'ensemble de la Zone Urbaine Sensible « Grand Ensemble » et introduisent une démarcation matérielle nette ; recoupant les démarcations sociales et économiques. Ce phénomène est rendu perceptible par la simple superposition d'une photographie aérienne avec la carte des typologies professionnelles par l'IRIS produite par Edmond Préteceille. Compte tenu de l'importance de ces effets de marquage, il semble raisonnable de considérer qu'ici plus qu'ailleurs, l'hypothèse soulevée par Denis Merklen pourrait trouver une traduction aisément perceptible.

« L'ancrage territorial domine le classement social des individus et des groupes, et possède une grande influence sur la distribution de ressources [...] Le seul lieu d'habitation domine la présentation de beaucoup d'individus dans leur vie quotidienne et contribue fortement à la formalisation des groupes et des catégories, la classe se territorialise. »<sup>17</sup>

Pour étudier plus en détail la relation entre inégalités sociales, ségrégation socio-spatiale et participation électorale, nous proposons donc de tenter de réintroduire, par l'intermédiaire de la sociologie urbaine des banlieues, la dimension spatiale comme variable sociologique

---

<sup>17</sup> Denis Merklen. Op cit p. 20.



## Congrès AFSP Strasbourg 2011

explicative du comportement électoral. Une des difficultés de ce rapprochement réside dans le mouvement historique de constitution des modèles sociologiques d'explication du vote comme des modèles non géographiques. Issus du développement des études par sondage, ces modèles se sont souvent attachés à mesurer l'effet des principales variables lourdes, notamment de la classe sociale et de la religion. Ils ont participé d'une ambition de développement de modèles explicatifs englobants, capables de rendre compte à la fois du vote aux Etats Unis et en Europe, dans un pays comme dans une ville. Le fossé s'est alors creusé entre ces grands modèles généralistes (qu'ils mettent l'accent sur les logiques sociales ou sur les logiques politiques du vote) et le développement de travaux de sociologie urbaine beaucoup plus localisés. Ainsi nous tentons de proposer une réintégration des variables spatiales qui ne soit ni un retour à la seule inférence écologique, ni le refus des modèles sociologiques issus des enquêtes par sondage, mais un affinement contextuel de ces différentes approches.

Pour cela nous mobilisons trois types de données : les données agrégées des résultats électoraux à l'échelle de la commune de Clichy-sous-Bois, les données sociodémographiques de l'INSEE et de l'ONZUS, enfin, les données individuelles recueillies au moyen d'un sondage téléphonique post électoral réalisé au lendemain des élections municipales de 2008.

Ce sondage porte sur le premier tour des élections (le maire socialiste sortant ayant été reconduit avec 63 % des suffrages), la population ciblée est l'ensemble des personnes de nationalité française résidant sur le territoire de la commune, âgées de 18 ans et plus à l'époque. Plus de 5300 personnes ont été contactées (soit plus du quart des habitants de la commune, dont un nombre important n'était pas éligible compte tenu des critères d'âge et de nationalité) pour obtenir un effectif total de 551 répondants. Les données de l'enquête ont été codées sur la base de l'IRIS de résidence des enquêtés ce qui permet une géolocalisation relativement fine des individus.

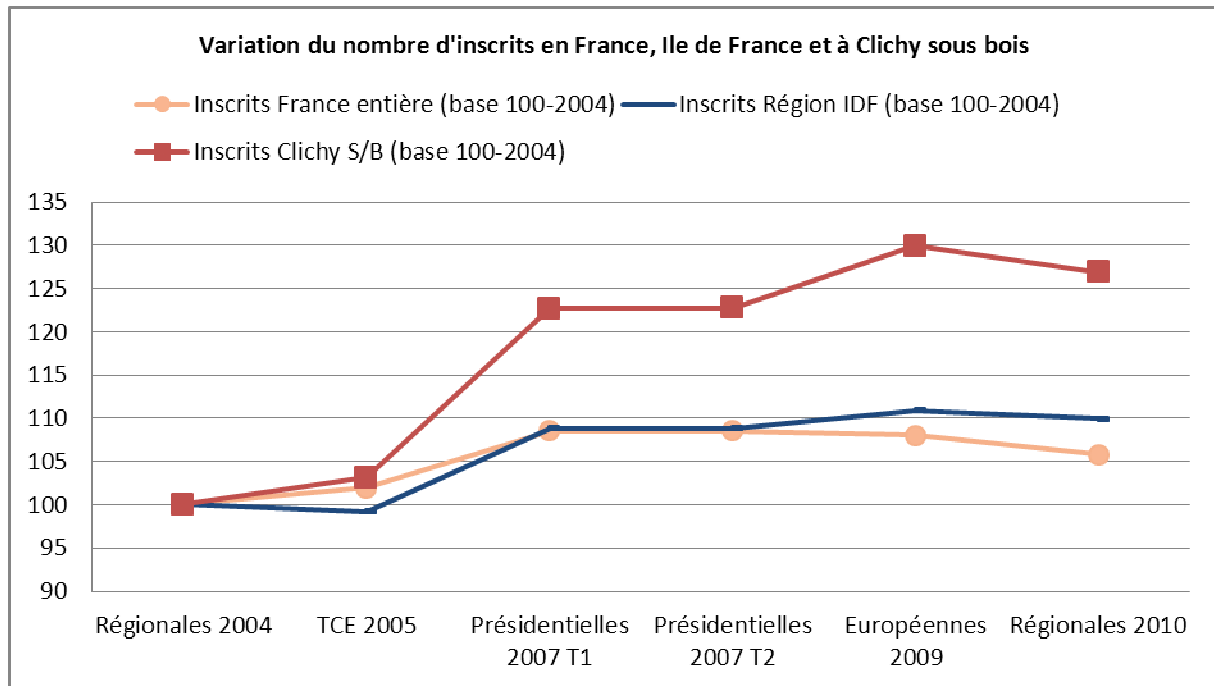
Nous abordons successivement deux dimensions qui peuvent être considérées comme participant des facteurs contextuels, l'une spatiale et l'autre temporelle. La prise en compte du contexte demande en effet d'étudier la situation du quartier en rapport aux autres échelles d'analyse, mais aussi de voir comment, dans le temps, l'évolution des comportements électoraux se décline au niveau national, régional et local.

Examinons dans un premier temps la relation entre ces deux dimensions avant de détailler plus particulièrement les effets de la question spatiale.

### **Les variations locales de l'inscription et de la participation rapportées aux tendances nationales et régionales.**

A partir des données agrégées, nous avons comparé l'évolution du nombre d'inscrits dans la commune de Clichy-sous-Bois avec l'évolution observée pour la Région Ile de France et la France entière. N'ont été introduits dans ces analyses que les élections ayant eu lieu dans l'ensemble des espaces, et pour lesquelles les données complètes existent. C'est la raison pour laquelle les élections cantonales et municipales n'y figurent pas. Nous avons attribué un indice de 100 au nombre d'inscrits observé le jour des élections régionales de 2004, pour permettre de lisser les différences de niveau existant à cette date.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011



Clichy-sous-Bois se distingue nettement par une très forte hausse de l'inscription électorale. On remarque par ailleurs que cette évolution n'est pas seulement perceptible entre 2005 et 2007, mais se prolonge jusqu'en 2009 avant de retomber en 2010, sans doute suite à une révision des listes électorales. Les évolutions nationales et régionales sont plus mesurées mais présentent de fortes similarités, marquée par une hausse sensible de 10 points entre 2005 et 2007, avant une stagnation voir un déclin entre 2009 et 2010. Sur la base de ces résultats, Clichy-sous-Bois semble marqué par un fort regain de mobilisation électorale, conforme à ce que l'on observe dans l'ensemble des quartiers populaires comparables.<sup>18</sup>

Lorsque l'on observe la variation du nombre de votants selon la même procédure, on note une forte mobilisation à Clichy (+70 points), soit 25 points de plus que la remobilisation nationale et régionale à l'occasion des élections présidentielles de 2007. Cette remobilisation touche cependant l'ensemble des quartiers, les bureaux de ZUS comme les bureaux pavillonnaires.

A contrario, le mouvement de démobilitation lors des élections européennes est plus fort ici qu'ailleurs, ce qui est d'autant plus frappant que le nombre d'inscrits a, lui, fortement augmenté entre temps. Cette faiblesse de la participation se retrouve à l'occasion des élections régionales de 2010.

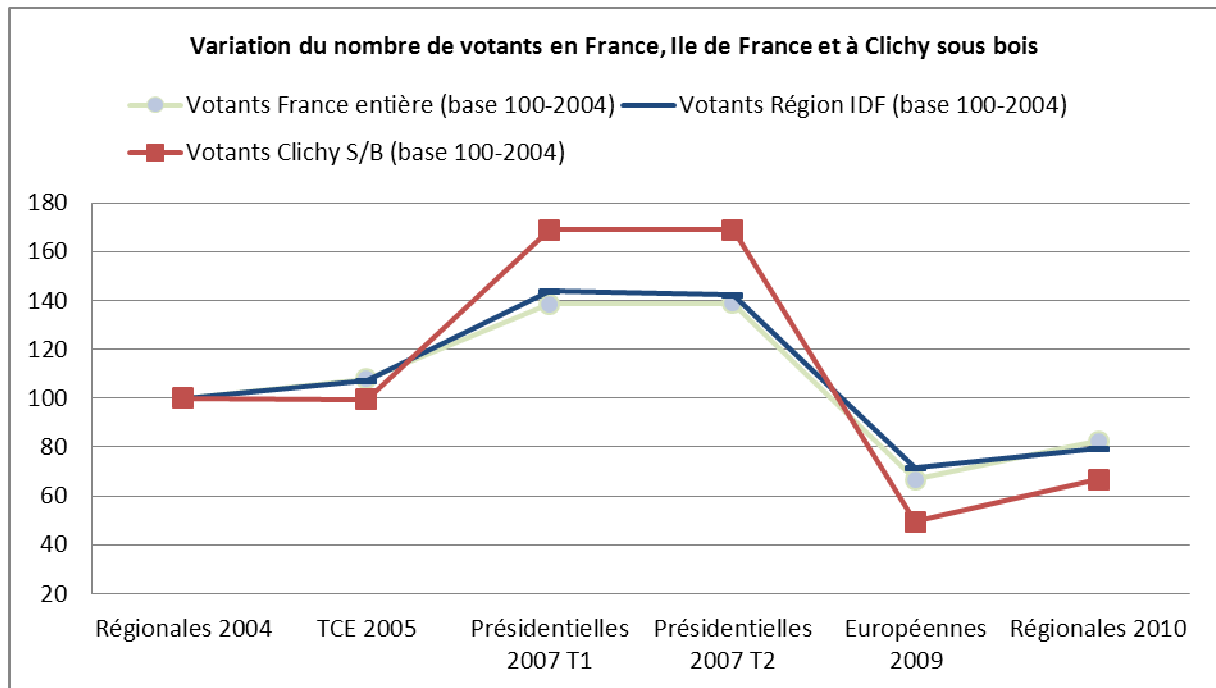
La commune étudiée se distingue donc à la fois par une très forte remobilisation électorale, provoquée à la fois par le contexte de la campagne de 2007, issu de la polarisation politique produite à l'encontre de Nicolas Sarkozy lors des émeutes de l'automne 2005, la médiatisation de la campagne sur le terrain, provoquée notamment par la visite de Ségolène Royal, et l'intervention associative locale conduite notamment par l'organisation ACLEFEU<sup>19</sup> en faveur de l'inscription électorale et du vote. Il serait tentant de considérer le moment présidentiel de 2007 comme une singularité sans conséquence durable, toutefois il semble peu

<sup>18</sup> Céline Braconnier, Jean Yves Dormagen. Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes – Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales, Paris, La Documentation française, 2007.

<sup>19</sup> Collectif ACLEFEU. Le réveil des oubliés. Scali, 2007. Le chapitre consacré à la citoyenneté politique de ce manifeste indique notamment le slogan « Voter c'est exister, mais pour une politique choisie et non subie ».

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

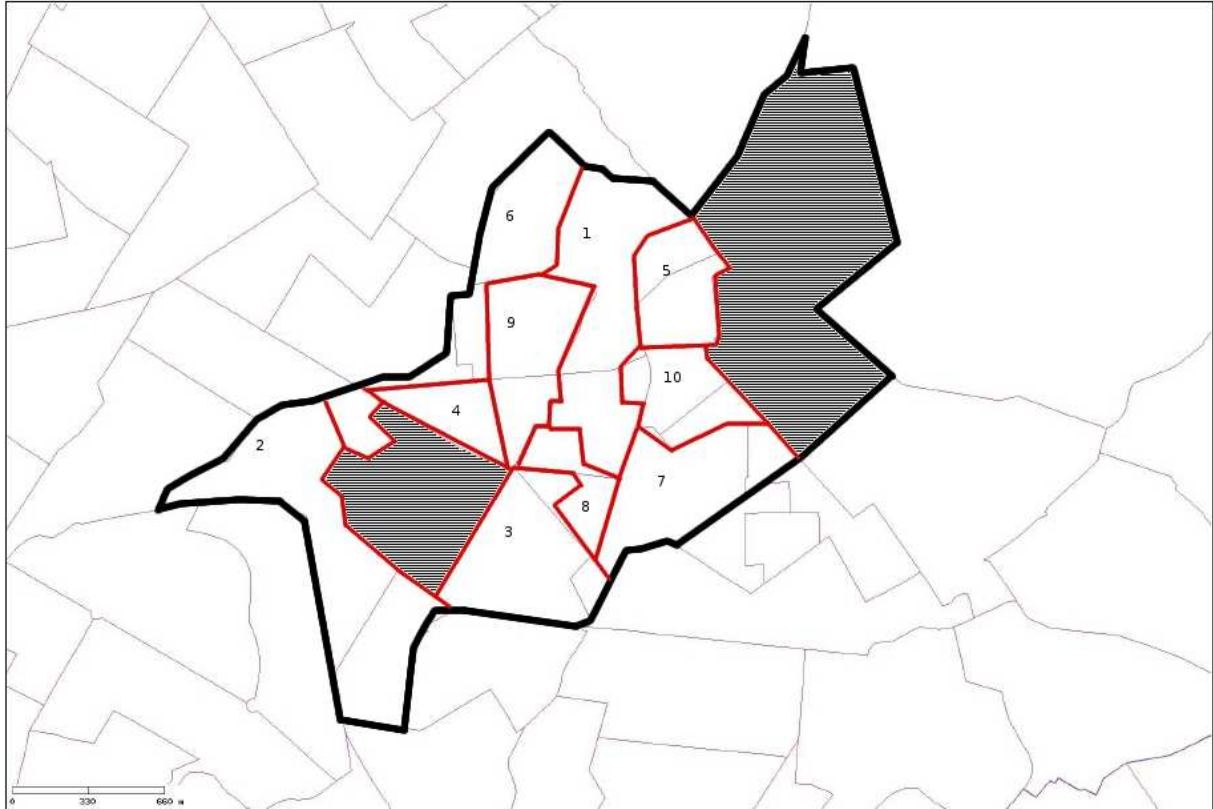
pertinent sociologiquement de considérer que l'expérience déjà accomplie du vote n'aura aucun effet sur les comportements électoraux à plus long terme. Le vote est effectivement une pratique apprise, et une barrière importante est franchie lorsqu'elle est réalisée une première fois. Nous aborderons par la suite les effets de l'intermittence électorale. Indiquons tout de suite que nous ne considérons pas l'intermittence, dans ce contexte, comme une preuve de l'apathie ou de l'aliénation politique, mais au contraire comme la marque d'une réactivité importante, traduisant une participation conditionnelle dépendant des enjeux électoraux, de l'offre politique et des dispositifs de mobilisation des individus. Si le passage à l'intermittence électorale peut correspondre à un affaiblissement de la démocratie lorsqu'il fait suite dans les trajectoires individuelles à une participation assidue, il constitue également le sas d'entrée vers une pratique plus régulière du vote, notamment chez les jeunes électeurs.<sup>20</sup>



### La structuration des niveaux géographiques d'analyse de la participation

En s'appuyant sur le découpage en IRIS du territoire municipal, il nous a été possible de procéder à une superposition relativement satisfaisante de ces unités avec les différents bureaux de vote. Plusieurs typologies ont été utilisées, oscillant entre des découpages en deux et trois catégories. Nous présentons les différences introduites par les choix de regroupement des bureaux. A travers la référence aux IRIS il est possible de mettre en correspondance les résultats de l'enquête par sondage avec les données de recensement d'une part, mais aussi avec les données agrégées des bureaux de vote. Malgré certaines approximations, le passage aux IRIS permet une meilleure combinaison des bureaux de vote avec le découpage des Zones Urbaines Sensibles. Le cas de Clichy-sous-Bois présente l'avantage d'une cartographie stable des bureaux de vote sur la période étudiée, ce qui facilite grandement les comparaisons.

<sup>20</sup> Voir les données de l'INSEE illustrant la faiblesse de l'abstentionnisme permanent et l'importance de la pratique intermittente du vote chez les moins de 35 ans sur la séquence des élections présidentielles et législatives de 2007.



**Figure 2 : Correspondance des IRIS et des bureaux de vote (numérotés) de la commune**

**Descriptif des inégalités d'inscription et de participation selon les zones géographiques.**

Voici les résultats d'une comparaison des niveaux d'inscriptions sur les listes électorales, suivant un découpage en deux puis en trois modalités des IRIS de référence. Dans le premier cas, les IRIS à cheval sur une zone urbaine sont classés dans la zone qu'ils recoupent principalement. Dans le second cas, ne sont considérés comme des IRIS de ZUS que les IRIS strictement inclus dans la ZUS. La même procédure est utilisée pour les IRIS hors ZUS, ceux en position intermédiaire étant considérés comme mixtes.

V de Cramer significatif (0.231) chi2 ***	Vous êtes inscrit sur les listes électorales		Total	
	Oui	Non		
IRIS ZUS deux modalités	ZUS	157	160	317
		49,5%	50,5%	100,0%
	Non ZUS	166	63	229
		72,5%	27,5%	100,0%

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Total	323	223	546
	59,2%	40,8%	100,0%

On observe un net décalage qui tend à confirmer les résultats des enquêtes ethnographiques locales et statistiques nationales. Les habitants des IRIS en ZUS déclarent un taux d'inscription qui ne dépasse pas les 50 % alors que la population cible de l'enquête est restreinte aux français de plus de 18 ans ! Dans les secteurs hors ZUS, l'inscription est plus forte (72.5 % des enquêtés) mais reste nettement en deçà des valeurs estimées pour la moyenne nationale du pays (aux alentours de 10% de non-inscrits éligibles). Cette relation entre zone urbaine de résidence et statut de l'inscription sur les listes électorales est fortement significative au regard des indicateurs statistiques (chi2 et V de Cramer).

Cette faible inscription dans les IRIS hors ZUS est-elle une conséquence maladroite d'un découpage trop grossier en deux modalités ? Pour le vérifier, nous avons reproduit les calculs sur la base d'un découpage en trois modalités permettant une comparaison plus exigeante des zones urbaines.

Ce tableau indique que le découpage précédent ne minimise pas l'inscription dans les quartiers pavillonnaires (77 % contre 72.5% mais les effectifs sont faibles), mais qu'il a davantage tendance à surestimer légèrement le taux d'inscription dans les bureaux de ZUS (46.4% contre 49.5% d'inscrits). La relation entre zone urbaine de résidence et statut de l'inscription est confirmée par les indicateurs statistiques. Il faut garder en tête que nous ne pouvons travailler ici que sur les électeurs bien inscrits, ou faiblement mal inscrits (c'est-à-dire résidant dans la commune où ils votent, mais inscrits dans un bureau qui n'est pas celui de rattachement de leur domicile). Une part importante de la mal-inscription se produisant dans les ZUS, nos données indiquent ici la part toujours particulièrement forte de la non inscription des résidents.

V de Cramer significatif (0.243) chi2 ***		Vous êtes inscrit sur les listes électorales		Total
		Oui	Non	
IRIS ZUS Trois modalités	ZUS	110	127	237
		46,4%	53,6%	100,0%
	Non ZUS	77	23	100
		77,0%	23,0%	100,0%
	Mixte	136	73	209
		65,1%	34,9%	100,0%

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Total	323	223	546
	59,2%	40,8%	100,0%

Le choix d'un découpage suivant ces trois modalités a déjà été utilisé dans le cadre d'une comparaison des ZUS au niveau national<sup>21</sup>, en raison d'une production des données qui ne se base pas sur le découpage en IRIS mais sur l'identification des ZUS dans les données de recensement de 1999. Les bureaux considérés comme ZUS étaient exclusivement inclus dans une zone de ce type.

Le questionnaire utilisé en 2008 est constitué d'un filtre basé sur le statut de l'inscription. Les enquêtés inscrits ont été interrogés sur leur trajectoire électorale antérieure. Cette question a été posée sur la base de l'utilisation de la technique de la « pommade », tendant à minimiser la sous déclaration des réponses non légitimes socialement<sup>22</sup>.

La formulation de la question portant sur les élections municipales de 2008 est la suivante :

« Beaucoup d'électeurs n'ont pas voté au 1<sup>er</sup> tour de l'élection municipale, vous-même, pouvez-vous me dire si vous avez voté ? ».

Voici les résultats des réponses à cette question et aux différentes reconstitutions de vote demandées. A chaque reconstitution, la modalité « je n'étais pas encore inscrit sur les listes électorales » était proposée. Rappelons que ne sont interrogés ici que les électeurs vivant dans la commune, les mal inscrits ne sont pas pris en compte, ce qui peut introduire d'importantes différences entre les niveaux de participation observés dans l'enquête d'une part, dans les données agrégées d'autre part.

Scrutin	Régionales 2004	Référendum 2005	Présidentielles 2007 (t1)	Municipales 2008
Voté déclaré	146	160	288	220
Abstention déclarée	43	63	18	106
Total inscrits	189	223	306	326
Non inscrits déclarés à l'époque	84	66	19	0
Total	273	289	325	326
Tx de Participation déclaré (%)	77,25	71,75	94,12	67,48

Une mesure de la régularité du vote définie sur la base des trajectoires reconstituées a été calculée.<sup>23</sup> L'objectif est de prendre en compte l'importance de l'intermittence électorale en

<sup>21</sup> Christine Fauvelle-Aymar, Abel François et Patricia Vornetti. The 2007 presidential election and the 2005 urban violence in French « deprived urban areas ». in David Waddington, Fabien Jobard and Mike King "Rioting in the UK and France" Willan Publishing, 2009. pp 183 – 200.

Voir également l'analyse à l'échelle nationale proposée par Hugues Lagrange débouchant sur l'existence d'une relation curvilinéaire entre intensité de la ségrégation socio-spatiale et participation politique.

Hugues Lagrange. « Emeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique ». Revue Française de Sciences Politiques, 2008/3 vol.58 p. 377-401.

<sup>22</sup> Voir l'expérience de l'usage de cette technique à propos du jugement sur la démocratie dans l'ouvrage suivant. Nonna Mayer, La consistance des opinions in La démocratie à l'épreuve, Gérard Grunberg, Nonna Mayer, Paul Sniderman (dir). Presses de Sciences Po, 2002.

<sup>23</sup> Dans la mesure du possible, il serait nécessaire de travailler sur la base des listes d'émargements pour permettre de valider les données déclaratives. Cependant ces documents n'ont pas encore été versés aux archives

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

séparant les électeurs les plus réguliers des électeurs intermittents de façon à étudier plus finement la relation à la zone urbaine d'appartenance. Les résultats indiquent un écart très important entre la taille de ces deux groupes.

	Oui	Non	%	n
Voté au moins une fois entre 2004 et 2008	312	11	96,59	323
Toujours voté entre 2004 et 2008	88	199	30,66	287

Les inscrits dans la commune ayant voté au moins une fois sont très nombreux, plus de 96 % de l'échantillon. Nous avons inclus dans ce groupe les personnes récemment inscrites déclarant un vote en 2007 ou 2008. Ce chiffre témoigne non pas d'une apathie politique qui serait marquée par une distance permanente à l'égard du vote, mais au contraire une variété importante des trajectoires électorales, marquées notamment par la forte mobilisation lors de l'élection présidentielle de 2007. A contrario, les inscrits déclarant un vote à chaque scrutin sont beaucoup plus rares, à peine 60 % de l'échantillon. Ici les inscrits récents ne sont pas pris en compte, on ne peut donc rien conclure sur la régularité du vote des nouveaux inscrits de la séquence 2006-2007 avec ces données.

Comment ces électeurs se répartissent-ils dans les différentes zones urbaines ? Etant donné la fréquence du vote intermittent, nous avons choisi de nous concentrer ici sur l'étude du vote régulier qui nous semble être un comportement relevant d'une socialisation politique renforcée.

V de Cramer significatif (0.190) chi2 ***		Avoir voté chaque fois entre 2004 et 2008		Total
		Non	Oui toujours voté	
IRIS ZUS deux modalités	ZUS	110	31	141
		78,0%	22,0%	100,0%
	Non ZUS	87	57	144
		60,4%	39,6%	100,0%

départementales, au-delà de la difficulté matérielle d'accès, la légalité de leur utilisation pose problème puisqu'il est impossible pour la CADA de produire un avis sur leur consultation. Les trajectoires sont reconstituées sur la base des réponses séparées. Chaque question relevant de la participation aux scrutins fait suite à l'utilisation d'un filtre, les personnes se déclarant non inscrites ne sont pas interrogées ici.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Total	197	88	285
	69,1%	30,9%	100,0%

Une fois de plus, les votants réguliers se recrutent hors des zones urbaines sensibles. Un décalage de plus de 17 points existe en faveur des habitants des IRIS situés hors des ZUS. La relation entre zone de résidence et régularité du vote est fortement significative. De plus l'importance du phénomène d'intermittence, très fréquent (au point de constituer la norme) en ZUS (78 % des enquêtés), se retrouve jusque dans les zones pavillonnaires (60% d'intermittents).

Après avoir décrit les relations entre inscription, participation et inégalités électorales, nous proposons de tenter une modélisation des effets respectifs des variables lourdes, du rapport à l'immigration et de la ségrégation socio-spatiale.

### *Modélisation*

Avant de présenter les résultats, rappelons que la relation entre ségrégation et comportement électoral ne peut s'étudier sans tenir compte de la composition sociologique des espaces étudiés. S'il n'y a pas d'effet spécifique du quartier « toutes choses égales par ailleurs », cela ne veut pas dire pour autant que le quartier n'influence pas la pratique politique des individus. Cela pourrait également être la preuve que la ségrégation, par sa simple capacité de structuration de la population locale, fini par introduire des différences importantes entre les quartiers.

Nous modélisons d'abord la probabilité de la non inscription sur les listes électorales (codée 1). Les mal-inscrits résidant dans une commune extérieure ne peuvent être pris en compte.

Pour rappel, voici le descriptif des statuts de l'inscription :

Vous êtes inscrit sur les listes électorales ?	Freq.	Percent
1. Oui	326	59.17
2. Non	225	40.83
Total	551	100.00

Les variables introduites dans le modèle sont l'âge, le sexe, la PCS, le diplôme, la religion, le rapport à l'immigration et la zone urbaine d'appartenance. La méthode de régression logistique utilisée nous permet d'obtenir les odds ratios, c'est-à-dire la probabilité de ne pas être inscrit plutôt que d'être inscrit, par rapport aux individus appartenant à la modalité de référence. Le profil retenu comme référence semble le plus susceptible d'être bien inscrit.



## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Nous nous basons pour la réalisation des modèles sur les travaux de Karen Kaufmann<sup>24</sup>, portant essentiellement sur l'orientation du vote et l'effet de l'appartenance ethnique des individus, mais mobilisables également dans le cadre d'une recherche sur l'inscription et la participation. Les variables explicatives utilisées ne sauraient être les mêmes en France et aux Etats Unis, en raison des différences importantes de contexte (notamment d'intensité des inégalités et de la ségrégation urbaine), mais elles permettent de dresser un parallèle sans qu'il s'agisse d'une véritable comparaison terme à terme.

_Inscrit_2	Odds Ratio	Std. Err.	Sig.
<i>Prédiction de la non inscription (n=521)</i>			
<b>Age</b>			
18-34 ans	3.495798	1.733802	0.012 *
35-64 ans	3.518846	1.634505	0.007 **
<i>( + de 65 ans)</i>			
<b>Sexe</b>			
Femme	1.065746	.236121	0.774
<i>(Homme)</i>			
<b>PCS</b>			
Artisans commerçants	1.533632	1.138227	0.564
Employés	.5739433	.2258648	0.158
Ouvriers	1.620325	.5982972	0.191
Retraités	.7442375	.400834	0.583
Inactifs non retraités	1.44233	.5412763	0.329
<i>(CPIS et Professions Intermédiaires)</i>			
<b>Diplôme</b>			
Sans diplôme	2.335214	.8520963	0.020 *

<sup>24</sup> Kauffman, K. The Urban Voter: Group Conflict and Mayoral Voting Behavior in American Cities. University of Michigan Press, 2004 . Voir du meme auteur : The Mayoral Politics of Los Angeles and New York In David Halle (Ed.) New York and Los Angeles: Politics, Society, and Culture. University of Chicago Press, 2003

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

CEP et Brevet	1.684049	.5969161	0.141
CAP BEP	1.578339	.5145832	0.162
BAC	1.224157	.3842433	0.519
<i>(Supérieur)</i>			
Religion			
Islam	1.685654	.4173667	0.035 *
Bouddhisme et autres	2.571754	1.075537	0.024 *
Sans religion	.5541257	.1964971	0.096
<i>(Judaïsme et christianisme)</i>			
Rapport à l'immigration			
Un parent ou grand parent étranger	1.30435	.3888243	0.373
Deux parents étrangers	2.975724	.7760106	0.000 ***
<i>(Aucune ascendance étrangère)</i>			
Zone urbaine			
ZUS	1.790021	.3945192	0.008 **
<i>(Non ZUS)</i>			
R2 Ajusté	18,70%		

Les résultats obtenus soulignent le poids spécifique de certaines variables. Le rapport à l'immigration, l'appartenance à une zone urbaine sensible, l'âge, la religion et le niveau de diplôme viennent en premier. La probabilité de non inscription est plus de trois fois plus importante chez les individus de moins de 65 ans, mais semble relativement constante entre le groupe 18-34 et celui des 35-64 ans. Cela peut s'expliquer à la fois par la mise en place des procédures d'inscription automatique pour les jeunes résidant dans la commune, et par le renforcement de l'inscription dans la période récente. Le fait d'avoir deux parents de nationalité étrangère introduit 2.9 fois plus de risque de ne pas être inscrit, tandis que le fait de vivre en ZUS conduit à un rapport de chance de 1.79 allant dans le même sens

La religion semble avoir un effet légèrement significatif, les personnes se rattachant à une religion « minoritaire » (islam, bouddhisme, animisme ou autre) étant moins susceptibles d'être inscrites. L'effet du diplôme n'est significatif que pour les individus sans diplôme qui ont plus de deux fois moins de chance d'être inscrits que les individus diplômés du supérieur. (pour rappel on comptait plus de 40 % de non diplômés ne poursuivant pas d'études dans la

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

ZUS de Clichy-sous-Bois en 1999). La PCS et le sexe n'ont pas d'effet significatif. Cependant cela peut aussi tenir à la faible pertinence des indicateurs usuels de ces variables lourdes, mobilisées ici dans un contexte particulier. En s'appuyant sur les résultats des travaux d'Olivier Schwartz<sup>25</sup> ou de Robert Castel<sup>26</sup>, l'étude des classes populaires devrait s'affiner par une prise en compte plus détaillée de l'inactivité des jeunes sans diplômes, n'ayant jamais eu d'emploi, des effets de la tertiarisation des emplois les moins qualifiés (qui échappent alors à la catégorie ouvrier) et du changement des statuts dans l'emploi, marqué par un déclin des collectifs de travail et de la socialisation politique qui en découle<sup>27</sup>. Ces mutations sont d'autant plus importantes qu'elles s'associent au rôle des critères de déclassement (Peugny<sup>28</sup>) et de structuration intergénérationnelle des inégalités (Chauvel<sup>29</sup>) dans un contexte de dualisation de la société française sous l'effet de politiques publiques de plus en plus familialistes (Esping-Andersen, Palier<sup>30</sup>). En un mot, la non significativité de ces indicateurs ne doit pas nous conduire à considérer trop rapidement que la position de classe sociale n'a pas d'effet sur l'inscription électorale.

Un modèle utilisant l'appartenance à l'IRIS et non à la zone urbaine a été construit. Lorsque l'on tente d'utiliser cette variable détaillée, le R2 ajusté atteint 21.7%, mais l'ensemble des coefficients s'avèrent non significatifs. Cela traduit le trop faible nombre d'individus par IRIS ainsi que la grande similarité de différents types d'IRIS entre eux.

Nous avons répliqué le même modèle de régression mettant l'accent sur les variables sociodémographiques pour tenter d'expliquer le vote aux élections municipales de 2008, puis la pratique régulière du vote sur une durée de 4 ans (2004-2008).

Seul l'âge apparaît avoir un effet significatif. Les jeunes électeurs ont cinq fois moins de chance (0.17 fois plus) de participer au scrutin. En revanche les autres variables ne pèsent jamais significativement ce qui tend à confirmer les résultats obtenus aux Cosmonautes : l'essentiel des déterminants de la pratique électorale se joue dans l'inscription. La non significativité des coefficients est en elle-même un résultat important. Parmi les électeurs inscrits, la zone de résidence ou le rapport à l'immigration n'ont plus d'effet sur la participation électorale aux élections municipales. Cela peut également tenir au fait que les personnes inscrites sont, nous l'avons vu, minoritaires dans la ZUS et donc marquées par des traits sociologiques particuliers qui les distinguent des autres habitants de leur quartier.

---

<sup>25</sup> Olivier Schwartz « Quelques réflexions sur la notion de classes populaires » Cycle de conférence « Au fil du travail des Sciences Sociales, ENS Lyon, 2005.

Olivier Schwartz. Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine. La vie des idées, 2009.

<sup>26</sup> Robert Castel. Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Fayard, 1995

<sup>27</sup> Voir « Le déclin du travail comme espace de politisation » chapitre 11 in Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, op cit.

<sup>28</sup> Camille Peugny. Le déclassement, Grasset, 2009.

<sup>29</sup> Louis Chauvel. Le destin des générations. Structures sociales et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010. PUF, 2010.

<sup>30</sup> Gosta Esping-Andersen, Bruno Palier. Trois leçons sur l'Etat providence. Le Seuil, 2008.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

votemuni08	Odds Ratio	Std. Err.	P>z
Prédiction du vote en 2008 (codé 1) n=308			
Age			
18-34 ans	.1731695	.0933034	0.001 ***
35-64 ans	.6007027	.2794776	0.273
<i>( + de 65 ans)</i>			
Sexe			
Homme	1.129893	.3144125	0.661
<i>(Femme)</i>			
PCS			
Artisans commerçants	.4410644	.3772597	0.339
Employés	.8985632	.4196528	0.819
Ouvriers	.9552741	.4679837	0.926
Retraités	.3417822	.1917189	0.056
Inactifs non retraités	.8991885	.4385317	0.828
<i>(CPIS et Professions Intermédiaires)</i>			
Diplôme			
Sans diplôme	.8424865	.434297	0.740
CEP et Brevet	.4422864	.1905931	0.058
CAP BEP	.7812268	.3300595	0.559
BAC	.4293294	.169012	0.032
<i>(Supérieur)</i>			
Religion			
Islam	.9336622	.3486275	0.854
Bouddhisme et autres	.599314	.3784046	0.417

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Sans religion <i>(Judaïsme et christianisme)</i>	.6884098	.2399876	0.284
Rapport à l'immigration			
Un parent ou grand parent étranger	.6303937	.2230451	0.192
Deux parents étrangers <i>(Aucune ascendance étrangère)</i>	.8740535	.3153993	0.709
Zone urbaine			
ZUS <i>(Non ZUS)</i>	.8984696	.2548942	0.706
R2 Ajusté	9,40%		

Le R2 ajusté pour ce modèle est toutefois plus faible que celui obtenu pour l'explication de l'inscription électorale (9.40 % contre 18.70%) mais il peut également être la conséquence d'effectifs plus faibles.

Pour affiner notre analyse des facteurs influençant la participation électorale, nous avons testé notre modèle sur le fait de déclarer un vote à chaque élection pour la période 2004-2008. Les résultats confirment de façon spectaculaire ce que nous observons pour les élections municipales et nous permet de vérifier que le scrutin de 2008 ne constituait pas un moment particulièrement atypique du rapport au politique.

reguvote3	Odds Ratio	Std. Err.	P>z
Prédiction du vote régulier 2004-2008 (n=278)			
Age			
18-34 ans	.0851769	.0529919	0.000 ***
35-64 ans <i>( + de 65 ans)</i>	.56702	.2509111	0.200
Sexe			
Homme <i>(Femme)</i>	1.958492	.683924	0.054
PCS			

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Artisans commerçants	.674687	.6624194	0.689
Employés	.5036224	.2566414	0.178
Ouvriers	.3824952	.2012227	0.068
Retraités	.3153113	.1827629	0.046
Inactifs non retraités	.3093261	.1936604	0.061
<i>(CPIS et Professions Intermédiaires)</i>			
<b>Diplôme</b>			
Sans diplôme	1.363689	.7625846	0.579
CEP et Brevet	.6201006	.3090525	0.338
CAP BEP	1.332307	.6240114	0.540
BAC	.7049984	.3622007	0.496
<i>(Supérieur)</i>			
<b>Religion</b>			
Islam	.6226533	.2855339	0.302
Bouddhisme et autres	.3124353	.2701394	0.178
Sans religion	.9532285	.3701711	0.902
<i>(Judaïsme et christianisme)</i>			
<b>Rapport à l'immigration</b>			
Un parent ou grand parent étranger	.6853866	.2850914	0.364
Deux parents étrangers	.6814069	.28982	0.367
<i>(Aucune ascendance étrangère)</i>			
<b>Zone urbaine</b>			
ZUS	.6350492	.2159317	0.182
<i>(Non ZUS)</i>			
R2 Ajusté	21%		

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Seule la variable d'âge a un effet significatif, allant dans le même sens : les jeunes ont une probabilité beaucoup moins forte de déclaration d'un vote constant, ce qui est en concordance avec les données nationales produites par l'INSEE illustrant l'importance de l'intermittence électorale chez les moins de 35 ans. Là encore, le rapport à l'origine étrangère et la zone urbaine d'appartenance n'ont pas d'effet, alors que dans le même temps, le pouvoir explicatif du modèle s'accroît sensiblement (R2 ajusté de 21 %).

D'après nos résultats, les variables sociologiques lourdes pèsent sur l'inscription électorale, ainsi que le rapport à l'immigration et la zone urbaine de résidence. La ségrégation socio-spatiale pèse donc de façon spécifique, à profil sociologique contrôlé, sur le statut de l'inscription des individus. En revanche, parmi les électeurs bien inscrits que nous étudions ici, une fois l'étape de l'inscription passée, seul l'âge reste un facteur prédictif important du niveau de participation. Sans surprise, les plus jeunes sont les plus marqués par l'intermittence électorale.

Au-delà des facteurs sociologiques explicatifs de la mobilisation électorale, proposons maintenant d'identifier les effets des logiques politiques du vote, ainsi que des modalités de réalisation de l'acte de vote. Nous étudions plus particulièrement ici l'effet de l'intérêt pour la politique, des discussions politiques et de l'accomplissement collectif de la démarche électorale.

Voici d'abord les résultats d'une analyse descriptive de ces facteurs, en relation avec la zone urbaine de résidence des enquêtés.

Intérêt pour la politique	ZUS	Non ZUS	Total
1. Assez et très intéressé	27.53	28.82	28.07
2. Peu intéressé	29.11	34.50	31.28
3. Pas du tout intéressé	43.35	36.68	40.55
Total	100	100	100
V de Cramer 0,071 (chi2 ns)			n = 550

La démocratie en France	ZUS	Non ZUS	Total
Fonctionne bien (très bien)	60.61	57.78	59.39
Fonctionne mal (très mal)	39.39	42.22	40.61
Total	100	100	100
V de Cramer 0,028 (chi2 ns)			n = 522

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Les réponses aux questions se rapportant à des attitudes relatives à la politique et à la démocratie ne sont pas corrélées avec la zone urbaine d'appartenance. Autrement dit, il n'y a pas de lien entre le fait de vivre en ZUS et l'intérêt déclaré pour la politique, ou le jugement vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie en France. Cependant, c'est le faible niveau d'intérêt qui est frappant hors des ZUS (moins de 30% de très ou assez intéressés par la politique), tandis qu'une majorité d'individus déclare que la démocratie fonctionne bien ou très bien en France. Ces résultats tendent une fois de plus à remettre en cause l'hypothèse d'une défiance ou d'une apathie politique spécifique dans les Zones Urbaines Sensibles. En revanche, ces attitudes ne sont pas nécessairement liées à des comportements participatifs, qu'ils soient institutionnels comme le vote ou protestataires.

Nous avons comparé les relations observées pour deux comportements identifiés par des enquêtes préalables<sup>31</sup> comme particulièrement importants pour la pratique politique : le fait de parler de politique avec son entourage, et l'accompagnement du vote par des amis, de la famille ou des voisins.

Parler de politique	ZUS	Non ZUS	Total
1. Souvent	15.56	20.52	17,65
2. De temps en temps	54.60	60.26	56.99
3. Jamais	29.84	19.21	25.37
Total	100	100	100
V de Cramer 0,125 (chi2 **)			n = 544

Accompagnement du vote	ZUS	Non ZUS	Total
1. Seul	50.96	36.75	43.65
2. Avec la famille ou des amis	49.04	63.25	56.35
Total	100.00	100.00	100.00
V de Cramer 0,143 (chi2 **)			n = 323

Cette question n'est posée qu'aux personnes se déclarant inscrites.

La relation au quartier apparaît de nouveau pour ces indicateurs relevant de comportements et non plus d'attitudes politiques. Les habitants des ZUS sont significativement plus nombreux à

<sup>31</sup> La famille comme cellule de base de la mobilisation électorale. Chapitre 12 in Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, op cit.



## Congrès AFSP Strasbourg 2011

ne jamais parler de politique (10 points de plus), et vont davantage voter seuls lorsqu'ils se déplacent aux urnes (14 points de plus). Autrement dit, l'encadrement familial et collectif du vote est bel et bien nettement renforcé dans les quartiers pavillonnaires.

Nous avons tenté de modéliser un effet des logiques politiques du vote sur la participation électorale, en reprenant ces quatre indicateurs mêlant rapport aux valeurs démocratiques et comportements politiques collectifs.

	Vote municipales 2008			Vote constant 2004-2008		
	Odds Ratio	Std. Err.	P>z	Odds Ratio	Std. Err.	P>z
<b>Intérêt</b>						
Assez/Très intéressé	1.893653	.6501748	0.063	5.353079	2.287733	0.000***
Peu intéressé <i>(pas du tout)</i>	1.754809	.5649134	0.081	2.776733	1.183897	0.017**
<b>Démocratie</b>						
Fonctionne bien <i>(Fonctionne mal)</i>	1.504773	.3742476	0.100	1.310186	.3713593	0.340
<b>Discussions politiques</b>						
Souvent	1.028521	.4633305	0.950	1.157486	.5892945	0.774
De temps en temps <i>(Jamais)</i>	.7436612	.2610235	0.399	1.070094	.4800967	0.880
<b>Accompagnement</b>						
Vote accompagné <i>(vote seul)</i>	1.102092	.2748375	0.697	1.073912	.2986198	0.798
R2 ajusté	2,50%		n=315	7,40%		n=278

Les résultats ne permettent pas pour l'heure de mettre en évidence un effet spécifique de l'accompagnement au vote ou des discussions politiques sur la fréquence de la participation électorale. Toutefois, et de façon logique, l'intérêt pour la politique est fortement corrélé avec la régularité du vote sur la période 2004-2008. Les personnes fortement intéressées ont cinq

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

fois plus de chances de voter à toutes les élections par rapport aux individus « pas du tout intéressés », les personnes peu intéressées près de trois fois plus de chances. Ces variations liées à l'intérêt politique ne se retrouvent pas sur un scrutin unique comme l'élection municipale de 2008 mais l'intérêt politique révèle donc essentiellement son effet sur la durée.

### *Perspectives et enjeux d'une modélisation multi niveaux*

Nous aurions souhaité pouvoir présenter pour cette session une modélisation multi-niveaux<sup>32</sup> des déterminants du vote et de l'inscription. Cela n'a malheureusement pas été possible pour deux principales raisons méthodologiques. La première tient aux effectifs nécessaires pour la validation d'un tel modèle. Le minimum requis par la littérature en sciences sociales, notamment dans le domaine de la sociologie de l'éducation, est de 25 unités d'analyse (ici 25 IRIS), et de 25 individus par unité. Nous ne disposons que de 13 unités, ce qui semble trop faible. Si toutefois ceci avait constitué la seule limitation, nous aurions tenté de réaliser un tel modèle. L'autre difficulté provient de la non diffusion des indicateurs chiffrés des données à l'échelle de l'IRIS. Nous ne pouvons utiliser les données de 1999, et dans l'attente de la publication complète des données du recensement de 2006, il n'est pas possible d'aller plus loin qu'une inférence basée sur les cartes diffusées par le SIG.

Malgré tout, nous savons qu'il sera possible de produire cette analyse une fois ces données disponibles. L'intérêt d'une modélisation multi-niveaux serait d'inclure dans le fichier issu du sondage postélectoral, les données de recensement apportant des informations sur le contexte sociologique de l'IRIS. A travers cette combinaison des matériaux d'enquête, il semble possible d'affiner les effets du rapport à l'immigration (par la prise en compte de la part de la population étrangère et immigrée dans l'IRIS) et de parvenir à meilleure prise en compte des facteurs familiaux (familles nombreuses et monoparentales). Enfin les données contextuelles seraient précieuses pour améliorer notre prise en compte de l'effet de la classe sociale. Le choix de terrains différenciés pour l'étude locale des facteurs explicatifs du comportement électoral permet de faire varier les contextes locaux, de mieux prendre en compte les différences de configuration urbaine. Le développement des analyses contextuelles en France gagnerait sans doute à généraliser la prise en compte de l'IRIS de référence dans les enquêtes par sondage, permettant ainsi de réunir plus largement les chercheurs partageant des intérêts de recherche communs.

### *Discussion conclusive sur la dimension spatiale dans les modèles sociologiques de la participation électorale.*

Une certaine convergence s'est développée entre les travaux français et américains au cours des dernières années. S'il n'est pas possible en France de bénéficier des mêmes données géographiques qu'en Grande Bretagne où des statistiques ethniques américaines, cela ne doit pas conduire au développement de modèles explicatifs uniquement nationaux.

La sociologie urbaine américaine a mis récemment l'accent sur les effets des inégalités économiques, après avoir longtemps considéré la « race » comme facteur principal de la structuration des inégalités urbaines. A contrario, la sociologie française cherche à prendre

---

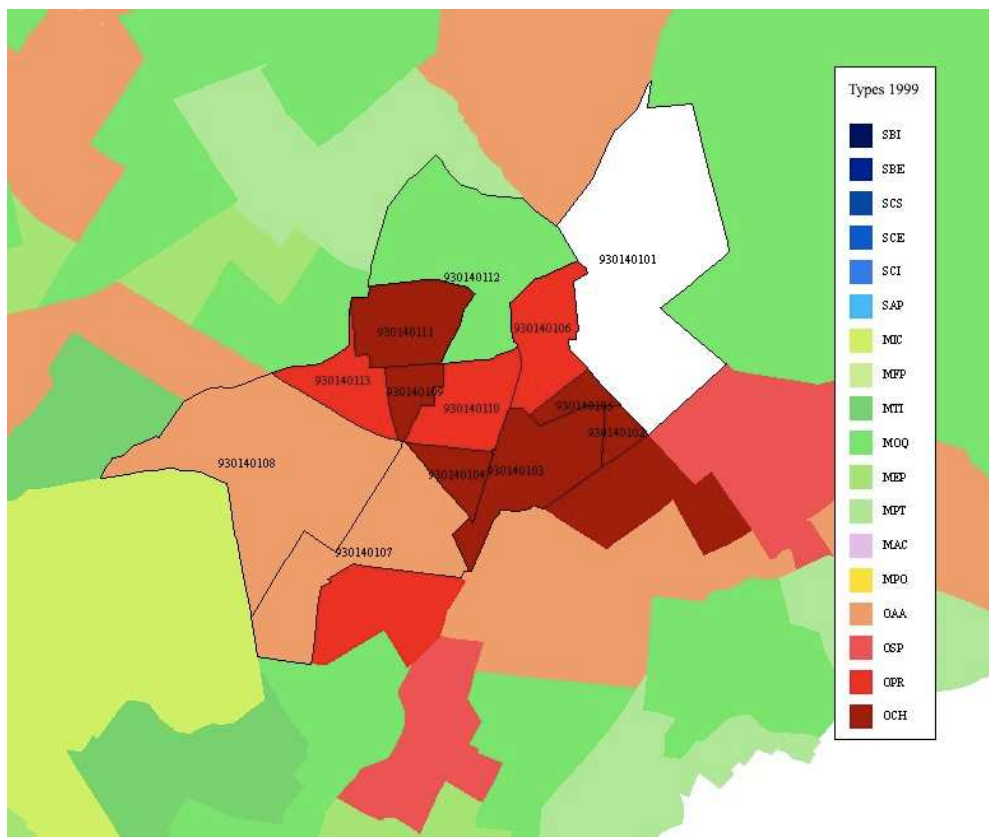
<sup>32</sup> Marpsat M. La modélisation des effets de quartier aux États-Unis: une revue des travaux récents. In: Population, 54e année, n°2, 1999 pp. 303-330.

K. Jones, R. J. Johnston, C. J. Pattie. People, Places and Regions: Exploring the Use of Multi-Level Modelling in the Analysis of Electoral Data. British Journal of Political Science, Vol. 22, No. 3 (Jul., 1992), pp. 343-380.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

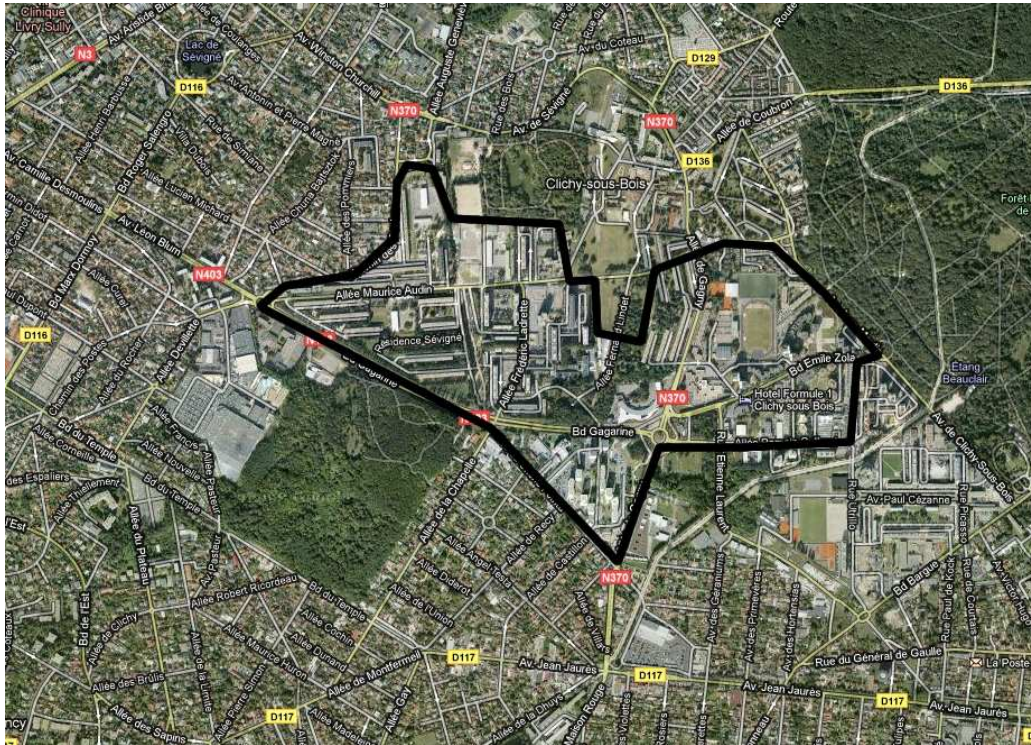
davantage en compte les effets de l'ethnicité et du sentiment d'appartenance nationale<sup>33</sup>, dans une logique non pas de remplacement mais de complémentarité avec les modèles explicatifs classiques basés sur la classe ou la religion. De cette convergence découle un intérêt renouvelé pour l'étude des comportements électoraux là où ils sont les plus fragiles : dans les quartiers marqués par un régime de marginalité urbaine avancée, conséquence d'une polarisation croissante de ces espaces. L'importance particulière de la ségrégation socio-spatiale et des effets d'entraînement qu'elle a sur les facteurs sociologiques déjà connus de la démobilisation, plaide pour le développement d'études croisées, s'appuyant sur les terrains déjà étudiés au moyen d'enquêtes ethnographiques, par le déploiement plus fréquent d'enquêtes par sondage géo-localisées permettant un couplage avec les données contextuelles du recensement de l'INSEE. L'objectif prometteur d'une unification croissante des études nationales et locales des effets du contexte spatial et temporel des comportements électoraux semble passer nécessairement par la mise en place de projets mobilisant différentes méthodes et permettant une démarche davantage cumulative.

*Annexes : comparaison des types socioprofessionnels avec la structuration du bâti.*



**Figure 3 : Typographie Socioprofessionnelle à l'échelle des IRIS réalisée par E. Prêteceille. Données 1999.**

<sup>33</sup> Didier et Eric Fassin (dir). De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française. La découverte, 2006.



**Figure 4 : Structuration dans le bâti des inégalités socio-spatiales. Image Google Earth.**

## Références bibliographiques.

- ACLEFEU. Le réveil des oubliés. Scali, 2007.
- Andersen, R. and Heath, A. Class Matters: The Persisting Effects of Contextual Social Class on Individual Voting Behaviour in Britain, 1964-97', *European Sociological Review*.
- Ansolabehere Stephen and Konisky. The introduction of voter registration and its effect on turnout. *Political Analysis* 14. 1994.
- Ansolabehere Stephen, David Brady and Morris Fiorina. The Vanishing Marginals and Electoral Responsiveness. *British Journal of Political Science*, Vol. 22, n°1. 21-38. 1992.
- Blais, André, et al. « The Evolving Nature of Non Voting : Evidence from Canada », Etude, assemblée annuelle de l'APSA, San Francisco, 2001.
- Blais, André. To vote or note to vote: The merits and limits of rational choice theory. Pittsburgh University Press. 2000.
- Braconnier Céline, Une autre sociologie du vote, Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives. LGDJ, 2010.
- Braconnier C., Jean-Yves Dormagen. Le vote des cités est-il structuré par un clivage ethnique ? *Revue Française de Sciences Politiques*. 2010/4 vol. 60 p.663-689.
- Braconnier C., Jean Yves Dormagen. Non-inscrits, mal-inscrits et abstentionnistes – Diagnostic et pistes pour une réforme de l'inscription sur les listes électorales, Paris, La Documentation française, 2007.
- Bréchon, Pierre, La France aux urnes, Cinquantes ans d'histoire électorale, 2e éd. 1998, Paris, La Documentation Française, p 17- 42.
- Brennan Geoffrey, Philip Pettit. Unveiling the vote. *British Journal of Political Science*. Vol.20 n°3. 311-333. 1990.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

- Brun, J. et C. Rehin. La ségrégation dans la ville. L'Harmattan, Paris. 1994.
- Castel. R. Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, Fayard. 1995
- Chauvel. Louis. Le destin des générations. Structures sociales et cohortes en France du XXe siècle aux années 2010. PUF, 2010.
- Cho, Wendy K. Tam, James G. Gimpel and Joshua J. Dyck. Residential Concentration, Political Socialization, and Voter Turnout." *Journal of Politics* 68: 156-167. 2006
- Cho, Wendy K. Tam, James G. Gimpel and Tony Wu. "Clarifying the Role of SES in Political Participation: Policy Threat and Arab American Mobilization." *Journal of Politics* 68:977-991. 2006
- Chief Electoral Office (New Zealand). EasyVote Pack, New Zealand, Ministry of Justice, 2005.
- Chui, T., J. Curtis et R. Lambert. « Immigrant background and political participation : Examining generational patterns », *Canadian Journal of Sociology*, 16, 4, 1991, p.375-397
- Cohen, Cathy J. and Michael Dawson. Neighborhood Poverty and African-American Politics." *American Political Science Review*. 87:286-302. 1993.
- Corder, J. Kevin and Christina Wolbrecht. "Political Context and the Turnout of New Women Voters after Suffrage." *Journal of Politics* 68:38-49. 2006
- Dahl, Robert A. A Democratic Paradox ? *Political Science Quarterly*, Vol. 115. 35-40. 2000.
- Denver & Hands. Marginality and turnout in British general elections. *British Journal of Political Science*. 14. 1984.
- Esping-Andersen G., Bruno Palier. Trois leçons sur l'Etat providence. Le Seuil, 2008.
- Fauvelle-Aymar C., Abel François et Patricia Vornetti. The 2007 presidential election and the 2005 urban violence in French « deprived urban areas ». in David Waddington, Fabien Jobard and Mike King "Rioting in the UK and France" Willan Publishing, 2009. pp 183 – 200.
- Fassin D. et E.(dir). De la question sociale à la question raciale ? Représenter la société française. La découverte, 2006.
- Ferejohn, John, A. and Morris P. Fiorina. The Paradow of Not Voting: A Decision Theoretic Analysis. *The American Political Science Review*. Vol.68, n°2. 525-536. 1974.
- Fiorina, Morris, P. The Voting Decision: Instrumental and Expressive Aspects. *The Journal of Politics*, Vol. 38, n°2. 390-413. 1976.
- Franklin, Mark, N. Voter turnout and the dynamics of electoral competition in established democracies since 1945. Cambridge University press. 2004.
- Fowler. James H. Altruism and turnout. *Journal of Politics*, 68 : 674-83. 2006.
- Fowler. James H. Turnout in a small world. In *Social Logic of Politics*, ed Alan Zuckerman. Temple University Press. 2005
- Fowler. James H. Habitual voting and behavioral turnout. *Journal of Politics* 64. 335-344. 2006.
- Grunberg G., Nonna Mayer, Paul Sniderman (dir). La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion. Presses de Sciences Po, 2002.
- Grossman E.. Les groupes d'intérêts au secours de la démocratie ? in *Revue Française de Sciences Politiques*. Vol 56 n° 2, p. 299-321
- Highton, Ben and R.E. Wolfinger. "The Political Implications of Higher Turnout." *British Journal of Political Science* 31(1): 179-92. 2001.
- Karnig, Albert K., and B. Oliver Walter. 1983. "Decline in Municipal Voter Turnout: A Function of Changing Structure." *American Politics Quarterly* 11(4): 491-505.
- Kauffman, K. The Urban Voter: Group Conflict and Mayoral Voting Behavior in American Cities. University of Michigan Press, 2004 .
- Kauffman, K. The Mayoral Politics of Los Angeles and New York In David Halle (Ed.) *New York and Los Angeles: Politics, Society, and Culture*. University of Chicago Press, 2003

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

- Lagrange.H. « Emeutes, ségrégation urbaine et aliénation politique ». *Revue Française de Sciences Politiques*, 2008/3 vol.58 p. 377-401.
- Lamont, Michèle. *La dignité des travailleurs. Exclusion, race, classe et immigration en France et aux Etats-Unis*. Presses de Sciences Po, Paris, 2002.
- Kenny, Christopher B. "Political Participation and Effects from the Social Environment." *American Journal of Political Science* 23:495-527. 1992.
- K. Jones; R. J. Johnston; C. J. Pattie. *People, Places and Regions: Exploring the Use of Multi-Level Modelling in the Analysis of Electoral Data*. *British Journal of Political Science*, Vol. 22, No. 3. (Jul., 1992), pp. 343-380
- Lapeyronnie Didier. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Robert Laffont. Paris, 2008.
- Lazarsfeld, Paul, Bernald Berelson et Hazel Gaudet, *The People's Choice : How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New York, 1944.
- Lazarsfeld, Paul, Bernard Berelson, William McPhee, *Voting : A Study of Opinion Formation in a Presidential Campaign*, Chicago, University of Chicago Press, 1954.
- Le Texier, Emmanuelle. *Quand les exclus font de la politique, Le barrio mexicain de San Diego, Californie*, Presses de Sciences Po, Paris, 2006.
- Leighley, Jan E. and Arnold Vedlitz. "Race, Ethnicity, and Political Participation: Competing Models and Contrasting Explanations." *Journal of Politics* 61:1092-114. 1999
- Leigley, Jan E. and Jonathan Nagler. "Socioeconomic Class Bias in Turnout, 1964-1988: The Voters Remain the Same." *American Political Science Review*. 86: 725-736. 1992
- Leigley, Jan E. and Jonathan Nagler. "Individual and Systemic Influences on Turnout: Who Votes ? 1984." *Journal of Politics*. 54 :718-740 1992.
- Leighley : Group membership and the mobilization of political participation. *Journal of Politics* 58 : 447-63. 1996.
- Marpsat M. La modélisation des effets de quartier aux États-Unis: une revue des travaux récents. In: *Population*, 54e année, n°2, 1999 pp. 303-330.
- Mauger Gérard. *L'émeute de novembre 2005, une révolte protopolitique*. Editions du croquant, 2006.
- Massey D. et Nancy Denton, *American Apartheid : Segregation and the Making of the Underclass*. Harvard University Press, 1993.
- Maxwell, R. « Integrated Yet Alienated : Ethnic Minority Political Participation in Britain and France ». Etude, Conférence de POLIS, Paris, 17-18 juin 2005.
- Maxwell, R. « Political Participation in France Among Non-European-Origin Migrants: Segregation or Integration ?. *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol.36, No 3, Mars 2010. Pp.425-443.
- Mayer, Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Armand Colin, Paris, 2010.
- McClurg, Scott D. "Social Networks and Political Participation: The Role of Social Interaction in Explaining Political Participation." *Political Research Quarterly* 56:449-464. 2003.
- Merklen D.. *Quartiers populaires, quartiers politiques. La dispute*, 2009.
- Norris Pippa. *Electoral engineering: voting rules and political behavior*. Cambridge University Press, 2004.
- Oliver, J. Eric. "The Effects of Metropolitan Economic Segregation on Local Civic Participation." *American Journal of Political Science* 43:186-212. 1999.
- Oberti M. et Hugues Lagrange (dir). *Emeutes urbaines et protestations, une singularité française*. Presses de Sciences Po, 2006.
- Oberti M. *The French Republican Model of Integration : The Theory of Cohesion and the Practice of Exclusion*. *Observatoire Sociologique du Changement. Notes et Documents* n°2007-2, Juin 2007.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

- Pan Ké Shon J.L., Determinant of Electoral Non Registration and Sensitive Neighborhoods in France. INED Populations vol. 59 2004/1. P. 143 à 156.
- Peugny. C. Le déclassement, Grasset, 2009.
- Piven, Frances Fox, and Richard A. Cloward. Why Americans Don't Vote. New York: Pantheon Books 1988.
- Piven, Frances Fox, Cloward Richard A., Staples Lee. Why Americans Still Don't Vote : And Why Politicians Want it That Way. Beacon, 2000.
- Piven, Frances Fox, Minnite Lorraine C, Groarke Margaret, Cohen Adam S. Keeping Down the Black Vote : Race and the Demobilization of American Voters, New Pres, New York, 2009.
- Préteceille E. La division sociale de l'espace francilien. Typologie socioprofessionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99. Rapport de recherche. 2003.
- Préteceille E. La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mixité. Sociétés contemporaines, 2006/2 n° 62 p. 69-93.
- Préteceille E. La ségrégation ethno-raciale dans la métropole parisienne. Revue Française de Sociologie. Vol 50, n° 3, p. 489-519.
- Putnam, Robert D. Bowling Alone. The collapse and revival of American Community. Simon & Schuster, New York, 2000.
- Rosanvallon P.. La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance. Seuil, 2008.
- Rosenstone, Steven J., and John Mark Hansen. Mobilization, Participation and Democracy in America. New York: MacMillan Publishing Company. 1993.
- Rosenstone, Steven J. Economic adversity and voter turnout. American Journal of Political Science. 1982.
- Schlozman Kay L., Benjamin I. Page, Sydney Verba, Morris Fiorina. Inequalities of Political Voice. Task Force on Inequality and American Democracy. American Political Science Association. 2005.
- Schwartz O. « Quelques réflexions sur la notion de classes populaires » Cycle de conférence « Au fil du travail des Sciences Sociales, ENS Lyon, 2005.
- Schwartz. O. Vivons-nous encore dans une société de classes ? Trois remarques sur la société française contemporaine. La vie des idées, 2009.
- Verba, Sidney et N. Nie. Participation in America: Political Democracy and Social Equality, New York : Harper and Row, 1972.
- Wilson W. J., Richard P. Taub. There Goes the Neighborhood : Racial, Ethnic and Class Tensions in Four Chicago Neighborhoods and their meaning for America. Vintage Books, 2006.
- Wilson W. J.. More Than Just Race. Norton, 2009.
- Zaller, John. The Nature and Origins of Mass Opinion. 1992.
- Zuckerman Alan S. ed., *The social Logic of Politics. Personal networks as contexts for Political Behavior*, Philadelphia, Temple University Press, 2005.